

## 3<sup>ème</sup> partie

### III- Les lycées professionnels

*Les notes ont été prises lors de la présentation des travaux par le rapporteur Didier MICHEL. Là aussi, il y a des écarts entre ce que présente le rapporteurs et le contenu réel des débats.*

La participation au groupe de travail a été inégale ; en particulier les acteurs des organisations syndicales, enseignants ou autres, de ce secteur ont été peu présents à la différence des régions et des réseaux de formation.

Il a été énoncé plutôt des affirmations de positions que des propositions dans le contexte lourd qui suit la réforme de l'enseignement professionnel qui se traduit par l'inquiétude du terrain et par la fragilité du consensus.

Les tensions existent depuis 5 ans et sont liées à l'institution du bac pro en 3 ans ; ce qui est attendu, ce n'est pas un bouleversement mais plutôt un apaisement. Le manque de propositions inventives s'explique par le fait qu'il est impossible de se déconnecter du réel. Lequel est, d'après les premiers résultats observables de la réforme de la voie de formation initiale professionnelle, la pression due à l'arrivée massive de jeunes dont le profil augmente les risques de décrochage scolaire, et cela pour différentes raisons.

Il n'y a pas de remise en cause du cursus en 3 ans mais il y a nécessité à valoriser cette voie de formation initiale.

Voilà un sujet qui passionne ; mais intéresse-t-il vraiment ?

L'enseignement pro est le creuset des difficultés de l'enseignement ; il faut le valoriser parce que c'est là que le combat se joue.

*Qu'est-ce qu'un creuset ? C'est un récipient en matériaux réfractaires ou la partie d'un haut fourneau où sont fondus et mêlés des produits différents afin d'un donner un nouveau. Par analogie, c'est un lieu ou une situation permettant de fondre et d'unifier des réalités primitivement hétérogènes.*

*Certes, la première partie de la comparaison avec le creuset se tient ; mais la seconde est moins pertinente ! Non que la réussite de l'enseignement professionnel soit contestable ; elle est même éclatante ! Si aujourd'hui le nombre de bacheliers a franchi la barre des 80 % d'une tranche d'âge, fixée il y a trente ans par Jean-Pierre Chevènement, c'est en grande partie grâce à l'instauration du bac pro en appui du bac techno.*

*Et pourtant, tout le monde – ou presque – est d'accord : ça ne marche pas comme ça devrait ! Il y a des expressions récurrentes, comme « passerelle » - toujours au pluriel et toujours à sens unique ! – ou « valoriser l'enseignement pro », qui proposent des solutions sans effet pour améliorer le diagnostic qui lui-même est vicié par l'utilisation d'instruments inadaptés au sujet diagnostiqué. Le malade, en effet n'est pas l'enseignement pro, mais le système éducatif dans son ensemble fondé, contrairement à sa mission initiale, sur un élitisme fonctionnement au seul profit de certains élèves issus de certaines catégories ethno-socio-culturelles, soit un tiers de la jeunesse scolarisée en vue d'un bac général et aux dépens des deux autres tiers ...dont les origines ethno-socio-culturelles sont différents.*

*Ce n'est pas l'enseignement pro qui doit être un creuset : c'est toute l'Ecole Laïque de la maternelle à l'université !*

#### **Axes de divergences**

Si presque tout le monde s'accorde lorsqu'il s'agit de préserver la diversité de l'enseignement pro, sa richesse, sur laquelle on peut s'appuyer pour le valoriser, si, à partir de là, tout le monde, ou presque, considère que la mobilité du lycéen pro, notamment en période de stage, pose problème, s'il saute aux yeux de presque tout le monde qu'un statut du lycéen pro est nécessaire et que les équipements d'un LP coûtent cher, le consensus est loin d'être acquis sur d'autres points.

- Quelle ambition ?
  - Insertion avec sécurisation des parcours ?
  - Poursuite d'études ?
- Quel périmètre pour l'enseignement pro ?
  - Doit-on considérer comme en relevant les seuls 700.000 élèves des LP ?
  - ou les 2.000.000 de jeunes regroupant lycéens et apprentis, avec l'intervention des acteurs territoriaux ?

Il faut établir des rapports clairs entre l'éducation nationale et les acteurs territoriaux dans un contexte de suppression massive de postes où la concurrence existe entre les deux systèmes.

Il faut donc rétablir la confiance.

*Serait-on au cœur du problème ? L'Ecole de la République qui a pour mission d'instruire, d'éduquer ET de former la jeunesse vivant sur le territoire national ne serait-elle pas en charge de TOUS les enfants quand certains d'entre eux choisissent la voie professionnelle pour leur formation initiale sans passer par le LP ? Où l'on voit que derrière la « concertation pour la refondation de l'Ecole de la République » se cache, pour des raisons financières, un véritable désengagement de l'Etat. Peut-être est-ce pour cela que les régions et les réseaux de formation souvent en PPP se sont intéressés plus que les acteurs du secteur éducatif proprement dit à la question de l'enseignement pro.*

*Evidemment, ni Action & Démocratie, ni les Syndicats e.i.L. ne peuvent souscrire à une telle perspective. C'est pourquoi leur approche de l'apprentissage est si originale.*

### **Valoriser l'enseignement professionnel**

Il est nécessaire de rompre avec l'orientation par défaut, c'est-à-dire par l'échec ; il faut au contraire valoriser l'orientation vers l'enseignement pro, en assimilant tout en le différenciant le principe d'égalité des voies de formation initiale. Pourquoi l'enseignement de la philosophie n'aurait-il pas droit de cité dans l'enseignement pro ? Pourquoi admettre, par ailleurs, la rupture pédagogique ou l'affaiblissement pédagogique pendant les périodes de stages (PFMP) ?

Dans le cadre d'une ambition citoyenne, écologique et culturelle, il faut aussi valoriser la diversité relevant de différents ministères en tenant compte du périmètre et de leur présence dans les territoires.

Les différentes voies de formation initiale, continue et en apprentissage, doivent prendre en compte les partenariats culturels et éducatifs sans oublier l'ouverture à l'international au sein des territoires. Il faut jouer la carte de la complémentarité et non celle de la concurrence.

### **Fixation de la carte des formations**

Elle induit :

- Des parcours de réussite
- La mobilité tout au long de la vie
- La sécurisation des parcours
- La reconnaissance de l'existence de passerelles tout au long du parcours et dans la mixité de ces parcours
- La poursuite d'études post bac qui ne doit pas se réduire au seul BTS

(N'ont pas été abordés les parcours en collège, ceux d'insertion répondant à un besoin particulier, ni celui d'excellence professionnelle).

Il faudrait avoir une véritable cartographie des diplômes professionnels.

En travaillant à la valorisation des LP, il ne faut pas :

- toucher aux structures,
- oublier que certains établissements offrent les 3 voies,
- ... ni que les locaux ont été rénovés par la région,
- perdre de vue la dimension socio-éducative, artistique due aux élèves

- ... ni la dynamique des partenariats et des réseaux.

*Il est évident que le rappel mnémotechnique qui vient d'être fait, montre « à l'évidence », pour parler comme le Président François BONNEAU, de la Région Centre et l'un des quatre membres du groupe de pilotage de la concertation sur la refondation de l'Ecole de la République, que les régions en charge de la « formation professionnelle » veulent élargir leur compétence en direction de l'enseignement pro.*

*Pourquoi pas ? Mais à une condition préalable et indiscutable : que ce soit l'Education Nationale et ses personnels enseignants qui soient les seuls pilotes du projet, territorial, certes, dans sa mise en œuvre, mais en totalité inspiré par l'intérêt général qui commande, doit commander, les institutions de la République. Evidemment, les préoccupations seulement comptables sont à exclure de celles d'intérêt général !*

*Petit **a parte** : comme il est étrange que parmi les partenaires des régions, il ne soit jamais fait mention de la MGIEN ? Serait-ce parce qu'il s'agit d'une modalité particulière du fonctionnement de l'Education Nationale ? Serait-ce parce que son implantation académique ne coïncide pas toujours avec l'espace territorial de la région ? Serait-ce parce que le grand nettoyage opéré par beaucoup de recteurs a éliminé la MGIEN de plusieurs académies ?*

### **Pratique pédagogique**

Ont été abordés tous les aspects et outils de la pratique pédagogique des PLP :

- Innovation en LP
- Place de l'enseignement général
- PPCP
- Atelier conjoint
- Statut des PFMP qui devrait être allégé
- Plateaux techniques

Tout le monde réclame qu'il y ait un tronc commun en français

Pour ce qui concerne les diplômes professionnels, il faudrait que les CPC intègrent l'articulation CAP/BEP et Bac/BTS ainsi que le processus de la maîtrise de situation personnelle.

Ont également été envisagés :

- la formation des PLP
- la découverte des stages en entreprise
- la place du multiculturalisme dans la formation continue.

*Il y a dans les pratiques pédagogiques des PLP des spécificités, certes, mais aussi des innovations qu'il serait bon d'adapter à d'autres structures de l'Education Nationale : par exemple au collège ...*

### **Lexique**

LP : Lycée Professionnel

PPP : Partenariat Public Privé

PFMP : Période de Formation en Milieu Professionnel

BTS : Brevet de Technicien Supérieur

MGIEN : Mission Générale d'Insertion de l'Education Nationale

PLP : Professeur de Lycée Professionnel

PPCP : Projet Pluridisciplinaire à Caractère Professionnel

CPC : Commission Professionnelle Consultative

CAP : Certificat d'Aptitude Professionnelle

BEP : Brevet d'Enseignement Professionnel